

Le modèle économique islamique dans la presse islamiste turque. L'État et l'étatisme en question

Par PAUL DUMONT (Strasbourg)

Le dogme commence à prendre forme vers la fin des années 1960. Alors qu'à gauche, rassemblés autour de la revue *Yön*, un certain nombre d'intellectuels turcs s'emploient à jeter les bases d'un socialisme autochtone¹, à la fois respectueux du modèle kémaliste et résolument non-aligné, les idéologues islamistes, de leur côté, forgent leur doctrine de la troisième voie. Ni socialiste, ni capitaliste, le monde qu'ils entendent créer ne peut être que celui de l'islam, un monde conforme à l'enseignement du Prophète. Jusque-là négligée par les maîtres à penser musulmans, l'économie, dans une Turquie de plus en plus obsédée par la question du développement économique, s'installe progressivement au cœur du débat. Comme dans d'autres domaines, les élites du mouvement nurcu sont parmi les premières à s'emparer du dossier et à faire connaître leur vision des choses. Au cours de sa longue existence, leur guide spirituel, Said-i Nursî², avait eu maintes fois

¹ Sur l'hebdomadaire *Yön* et le courant dont il constituait le principal organe, voir par exemple Jacob M. Landau, *Radical Politics in Modern Turkey*, Leiden: E. J. Brill, 1974, pp. 50-64. Dirigé par Doğan Avcıoğlu, ce périodique s'illustra non seulement en se faisant le porte-étendard d'un socialisme « turc » mais aussi en explorant, dès 1963, les voies d'un socialisme « islamique ». Elle disparut en 1967.

² Originaire de la province de Bitlis, Said-i Nursî (1876-1960) faisait partie de l'ordre religieux des *nakşibendi*. Son activisme islamique lui a valu de nombreuses poursuites. Mais ni l'exil ni la prison ne l'ont empêché de transmettre le message dont il était porteur à des adeptes sans cesse plus nombreux. Parmi les nombreux travaux qui lui ont été consacrés, voir par exemple P. Dumont, « Les 'disciples de la Lumière', le mouvement noureddinien en Turquie », dans O. Carré et P. Dumont, *Radicalismes Islamiques*, t. I, Paris: l'Harmattan, 1985, pp. 215-256; Şerif Mardin, *Religion and Social Change in Modern Turkey. The Case of Bediüzzaman Said Nursi*, New York: State University of New York Press, 1989, 267 p.; Bayram Balci, *Missionnaires de l'Islam en Asie centrale. Les écoles turques de Fethullah Gülen*, Paris-Istanbul: IFEA et Maisonneuve & Larose, 2003, pp. 87-96; M. Hakan Yavuz,

l'occasion d'aborder, à travers ses nombreux opuscules,³ des thèmes relatifs à l'organisation économique de la société. En 1975, Safa Mürsel, un des principaux interprètes de la pensée du maître, met à son actif, dans un ouvrage qui se présente comme un exposé systématique de la doctrine *nurcu*, une présentation très substantielle des thèses du mouvement en matière d'économie.⁴ Dans les mêmes années, on voit les dissertations sur le même thème se multiplier. C'est ainsi, en particulier, que Sabahattin Zaim, un universitaire appartenant lui aussi à la mouvance *nurcu*, publie une brochure au titre explicite: « les vues économiques de l'islam ».⁵ C'est ainsi, de même, que Ferit Yücel, autre disciple de Said-i Nursî, met à la disposition des adeptes un compendium traitant, lui, de l'islam « à travers la fenêtre de l'économie ».⁶ Citons encore un ouvrage qui a fait date: la traduction en langue turque, par les soins du théologien Hayreddin Karaman, d'un traité sur « l'économie, la banque et l'assurance dans la pensée musulmane » dû à deux *alim* égyptiens.⁷ Tous ces livres, tantôt simples catéchismes à l'usage des fidèles, tantôt savantes compilations, disent la même chose: socialisme et capitalisme sont pareillement condamnables, car ces systèmes s'opposent l'un et l'autre aux valeurs fondatrices de l'islam; seul un système économique basé sur les préceptes du Coran peut répondre à l'exigence de justice et d'équilibre social qui imprègne la religion du Prophète.

C'est à la même époque –au tout début des années 1970– que le débat fait également irruption sur la scène politique. Dans une conjoncture économique marquée par le retour en force, au lendemain de l'intervention militaire de 1960, de la planification étatiste,⁸ la modeste formation islamiste que dirige Necmettin Erbakan, un ingénieur doué pour les affaires devenu chef de parti,⁹ n'hésite pas à

Islamic Political Identity in Turkey, Oxford-New York: Oxford Univ. Press, 2003, pp. 151-178.

³ Ceux-ci ont d'abord circulé sous le manteau, sous la forme de copies manuscrites. Ils ont été par la suite regroupés dans un recueil comptant plusieurs volumes, les *Risale-i Nur* (Les lettres de la Lumière). Nombreuses éditions.

⁴ Safa Mürsel, *Bediüzzaman Said Nursî ve Devlet Felsefesi* (La « merveille de son temps » Said Nursî et sa philosophie de l'État), 3^{ème} éd., İstanbul: Yeni Asya Yay., s. d. [1980], 622 p.

⁵ Sabahaddin Zaim, *İslâmın İktisadi Görüşü*, İstanbul: Yeni Asya Yay., 1981, 72 p.

⁶ Ferit Yücel, *İktisat Penceresinden İslâm*, İstanbul: Er-Tu Matb., s. d. [1979], 95 p.

⁷ M. A. Zerka & A. M. Neccar, *İslâm Düşüncesinde Ekonomi, Banka ve Sigorta*, réed. İstanbul: İz Yay., 2003, 260 p.

⁸ Après une décennie (1950-1960) marquée par le recul progressif de la stratégie étatiste suivie depuis 1930, la Turquie avait opté, à la faveur de l'intervention militaire de 1960, pour le retour à la planification, sous la tutelle de l'État. Tout en visant au développement du secteur privé, les premiers plans quinquennaux de l'après-1960 sont incontestablement d'inspiration dirigiste. Toutefois, dans une Turquie soucieuse d'accélérer son développement économique, le débat sur la politique à suivre est désormais largement ouvert. Cf. à ce propos Ahmet Insel, *La Turquie entre l'ordre et le développement*, Paris: l'Harmattan, 1984, 246 p.

⁹ Sur Necmettin Erbakan et les différentes formations qu'il a dirigées, voir par exemple Jean-Pierre Touzanne, *L'islamisme turc*, Paris: l'Harmattan, 2001, pp. 30 et sv.

renvoyer dos à dos le capitalisme occidental, entièrement guidé par l'appât du gain, et le matérialisme qui caractérise à ses yeux les sociétés du bloc communiste, pour leur préférer, à l'usage de la Turquie musulmane, « l'ordre économique de l'islam », un système capable d'assurer le bien-être des hommes sur cette terre tout en accordant une place primordiale aux valeurs spirituelles. Cette thèse, maintes fois reprise, va notamment faire l'objet de copieux développements, sous la signature d'Erbakan, dans un ouvrage publié en 1975 qui détaille les choix doctrinaux du Parti du Salut National (*Milli Selamet Partisi*). L'islam, y lisons-nous en substance, respecte la propriété privée, favorise l'enrichissement, soutient la libre entreprise; mais il abhorre le gaspillage, condamne la spéculation, exige l'entraide et l'assistance envers les pauvres. Par bien des aspects, l'économie islamique se rapproche du capitalisme. Mais ce dernier subit les effets néfastes du prêt à intérêt. Fidèle à l'enseignement du Coran, la religion musulmane, elle, rejette le système bancaire tel qu'il s'est développé dans le monde occidental et doit se détourner d'un mécanisme pernicieux qui ne fait que contribuer à la dévalorisation du capital.¹⁰

Avec l'implantation en Turquie, vers le milieu des années 1980, des premières banques islamiques¹¹ et l'émergence, dans leur sillage, d'un capitalisme musulman affichant un remarquable dynamisme,¹² le débat ne pouvait que s'intensifier. Désormais, en effet, la preuve était faite, tout au moins aux yeux des élites islamistes et de tous ceux qui étaient disposés à les écouter, que l'islam était porteur d'un modèle économique efficient, non seulement dispensateur de profit, mais aussi équitable et éthique. Liées aux confréries religieuses, une multitude d'entreprises, souvent regroupées au sein de puissants holdings, avaient réussi, en l'espace de quelques années, à se faire un nom dans des domaines aussi variés que la banque, les assurances, les médias, l'enseignement, l'industrie, les travaux publics, le commerce international, les transports, sans rien concéder de leur attachement aux principes de l'islam. Une réussite aussi spectaculaire, qui venait à point nommé conférer de la crédibilité aux thèses islamistes, méritait assurément d'être exploitée.

Cependant, point d'unanimité dans l'approche du dossier. Formé d'une multitude de chapelles, l'islamisme turc ne parle que rarement d'une seule voix. Sur la plupart des questions dont il s'empare, il développe un discours multiforme, traversé de lignes de clivages parfois infranchissables. Chaque courant, chaque groupuscule s'exprime à travers une presse périodique, des brochures, des outils

¹⁰ N. Erbakan, *Milli Görüş* (La vision nationale), İstanbul: Dergâh Yay., 1975, pp. 133-192.

¹¹ Cf. à ce propos Faik Bulut, *Tarikat Sermayesinin Yükselişi* (La montée du capital confrérique), 2^{ème} éd. augmentée, Ankara: Doruk Yay., 1997, pp. 188 et sv.; voir aussi J.-P. Touzanne, *op. cit.*, p. 91.

¹² Le journaliste F. Bulut a consacré à ce « capitalisme musulman », qu'il caractérise comme étant un capital « confrérique », une étude polémique mais fort bien documentée.

de communication variés qui versent volontiers dans la controverse et l'anathème. Les thèmes économiques n'échappent guère à la règle.

Longtemps absents de la réflexion islamiste, ceux-ci occupent depuis le début des années 1970 une place de choix dans la production des différents rameaux de l'islam politique turc. La plupart des quotidiens islamistes proposent à leurs lecteurs une page économique, souvent très bien informée. Les nombreuses revues qui, semaine après semaine ou mois après mois, contribuent à la diffusion d'une pensée fondée sur les préceptes de la religion veillent, de même, à traiter à intervalles fréquents de sujets emblématiques tels que l'usure, la propriété, la banque, l'aumône légale (*zakat*), les mécanismes boursiers, les moyens de paiement, etc. Enfin, dès sa fondation, en 1990, l'association des industriels et hommes d'affaires indépendants (*Müstakil Sanayici ve İşadamları Derneği*), connue sous le sigle de MÜSİAD, a tenu à faire entendre la voix du patronat musulman d'Anatolie en multipliant les publications, qu'il s'agisse de son excellente revue trimestrielle *Çerçeve*, des ses bulletins de presse, de ses dossiers thématiques ou de ses substantiels rapports économiques. Créée en 1993, une autre structure patronale, l'« association de solidarité du monde des affaires » (*İş Hayatı Dayanışma Derneği*, sigle: İŞHAD), est elle aussi en mesure de mobiliser, à une moindre échelle, un arsenal comparable: revues, rapports, lettres d'information.¹³ Les différentes sensibilités qui s'expriment à travers ce flot incessant de textes –dont la substance est également véhiculée par une large gamme d'autres médias: radio, télévision, internet, téléphonie...- partagent quelques *credo* fondamentaux: l'interdiction de l'usure (étendue au prêts à intérêt), la primauté des valeurs morales, le droit à la propriété individuelle, la liberté d'entreprendre. Mais au-delà de ce consensus sur quelques principes de base, les divergences sont aiguës. Les islamistes turcs débattent notamment des relations économiques avec le monde extérieur, les plus radicaux d'entre eux prônant, à l'image d'un Erbakan, une politique résolument tiers-mondiste. D'autre part, ils ne manquent pas de passer au crible les principaux outils de la vie économique moderne, en particulier le système bancaire, la bourse et les moyens de paiement. Enfin, reprenant à leur compte un débat ancien, les islamistes turcs s'interrogent surtout sur la place qui doit revenir à l'État dans la conduite de la vie économique, même si la cause semble être entendue depuis que la Turquie a opté, au lendemain de l'intervention militaire de septembre 1980, pour une stratégie ultra-libérale.

Ce n'est que ce dernier thème qui sera exploré dans les pages qui suivent. Depuis que la Turquie s'est engagée sur la voie de la désétatisation, la réflexion islamiste sur le rôle revenant à l'État dans l'animation de la vie économique est particulièrement abondante. Elle est aussi très diverse.

Pour cerner cette diversité, qui revêt parfois des allures de cacophonie doctrinale, il suffit de feuilleter quelques-uns des nombreux titres que compte la presse

¹³ Ces publications sont consultables sur la toile.

militante. Dans les pages qui suivent, ont été privilégiés des périodiques dont la lecture donne à voir les multiples couleurs de l'opinion islamiste. Principal organe du MÜSİAD, le trimestriel *Çerçeve*, qui paraît depuis 1992, exprime avec éloquence le dynamisme d'un patronat jaloux de sa liberté d'entreprendre et peu enclin aux spéculations doctrinales. Il en va de même de l'*Ekonomi Bülteni* publié par l'association İŞHAD qui privilégie, lui aussi, l'observation des réalités économiques du moment. Porte-parole du mouvement radical *Hizb-üt Tahrir*, le mensuel *Raşidi Hilafet* se présente au contraire comme un organe de propagande, imprégné d'idéologie et surtout soucieux de clouer au pilori les adversaires -réels ou supposés- de la communauté musulmane. Fondée par Ercüment Özkan (1938-1995), un sympathisant du *Hizb-üt Tahrir*, la revue *İktibas*, qui a fêté récemment sa vingtième année de parution, affiche pareillement un net penchant pour les prises de position radicales. À l'autre extrémité de l'éventail islamiste, des périodiques comme *Köprü* et *Zafer*, le premier publié par la fondation nouriste *Yeni Asya*, la deuxième exprimant, à l'intention des enfants et adolescents, des opinions calquées sur celles du mouvement de Fethullah Gülen, présentent une vision de l'économie en pleine symbiose avec le libéralisme ambiant. Enfin, le mensuel *Altınoluk*, organe du « groupe d'Erenköy » -un des nombreux surgeons de la nébuleuse *nakşibendi*- permet d'appréhender la façon de voir des islamistes « orthodoxes », un marais aux contours indécis ancré dans le refus des lectures extrêmes du message coranique. Ses analyses recoupent souvent celles de l'*İlkadım*, périodique qui présente la particularité de paraître à Nevşehir, ville moyenne de l'Anatolie centrale que rien ne semblait prédestiner, jusqu'au moment où une poignée de zélateurs décida de s'y mettre au travail, à une mission de plaque tournante de l'islam militant.

1. Quelle place pour l'État dans l'économie islamiste ? L'émergence d'un débat

Dans une Turquie qui a traversé une grande partie du XX^e siècle en tablant sur le dirigisme et en plaçant les entreprises publiques au cœur des mécanismes d'investissement et de production, il est inconcevable de traiter d'économie sans aborder la question du rôle qu'il convient d'assigner à l'État dans la gestion de ce champ de l'activité humaine. Chez les islamistes, le débat est particulièrement vif dans les années 1970, une décennie marquée par l'irruption sur la scène politique du parti du Salut National, promu en 1974 au rang de partenaire de la coalition gouvernementale, grâce aux qualités manœuvrières de son chef, N. Erbakan. C'est que le pays est à l'époque en pleine phase de décollage et que le développement économique y constitue une priorité qui obsède l'ensemble des élites, toutes sensibilités politiques confondues. Avec le régime issu de l'intervention militaire du 27 mai 1960, le dirigisme a bénéficié d'un *come-back* voyant; la logique retrouvée de la planification autoritaire a permis au secteur public de continuer à

peser lourdement, pour quelque temps encore, dans la formation de la richesse nationale. Dans un tel contexte, chercher à définir les contours de l'avenir économique de la Turquie implique nécessairement une prise en compte du fait étatique, qu'il s'agisse de dénoncer l'emprise de l'État sur l'économie ou d'en faire, au contraire, une des conditions de la croissance. Quelque vingt-cinq ans plus tard, la question sera toujours d'actualité. Mais à présent, le capitalisme libéral, tel qu'il a été modelé par deux décennies « d'özalisme »,¹⁴ paraît indéracinable. Ce qui occupe désormais la plupart des faiseurs d'opinion musulmans, c'est de savoir comment se débarrasser au plus vite de l'État.

C'est à N. Erbakan que nous devons la présentation la plus limpide –mais aussi la plus caricaturale– de la thèse défendue, à l'époque du parti du Salut National, par les pionniers de l'islam politique. Dans son ouvrage intitulé « La vision nationale », le leader de la formation islamiste se présente sans réserve comme le champion de la libre concurrence et de l'initiative individuelle. L'islam, y souligne-t-il avec insistance, est favorable à la propriété privée, à l'enrichissement par le travail et au profit honnête.¹⁵ Mais c'est à l'État qu'il confie la tâche de conduire la politique de développement, tant au niveau national que régional. Les pouvoirs publics doivent faire le nécessaire pour assurer le bien-être de la population, prendre en charge les dépenses d'infrastructure, fixer le cap des investissements, utiliser les ressources procurées par l'impôt au mieux des besoins de la collectivité. Erbakan ne bannit de son discours ni le terme de « planification », ni celui d'« étatisme ». Bien au contraire, il appelle à un étatisme « horizontal »,¹⁶ chargé de diffuser le progrès à travers toutes les régions du pays; de même, il se réfère maintes fois à la planification, telle qu'elle est mise en pratique par l'Organisation du Plan (*Devlet Planlama Teşkilatı*), pour en faire un des outils fondamentaux du développement, en particulier dans le domaine bancaire.¹⁷

Vers la même époque, les propagateurs de l'idéologie *nurcu* ne disent pas autre chose. Interprète de la parole inspirée –et conséquemment parfois confuse– de Said-i Nursî, Safâ Mürsel n'hésite pas à présenter l'État comme un des principaux acteurs de la croissance économique. À l'État d'assurer l'accumulation du capital, d'investir dans l'industrie lourde, de contraindre les puissances étrangères à

¹⁴ Ministre de l'Economie de 1980 à 1982, puis Premier Ministre (1983 à 1987), avant d'accéder à la présidence de la République (1989-1993), Turgut Özal (1927-1993) a été le principal artisan de la politique de libéralisation économique et de privatisation suivie par la Turquie depuis le coup d'État militaire du 12 septembre 1980. Son nom est associé à une doctrine qui a placé la Turquie sur les rails d'une révision déchirante de la plupart de ses options fondamentales.

¹⁵ *Millî Görüş*, op. cit., pp. 149 et sv.

¹⁶ *Ufkî devletçilik*. Cette expression, qui ne semble pas avoir fait recette, est utilisée par Erbakan de manière répétée dans le chapitre qu'il consacre au développement, *Millî Görüş*, op. cit., pp. 123-129.

¹⁷ *Millî Görüş*, op. cit., p. 156.

procéder à des transferts de technologie.¹⁸ À l'État aussi d'encadrer les relations entre le capital et le travail, de définir les objectifs à atteindre, de mobiliser les forces collectives en vue du progrès.¹⁹ La vision économique de Said-i Nursî, précise S. Mürsel, a été fortement impressionné par le modèle « japonais ». Singulièrement, on n'est pas très loin, non plus, de l'étatisme à la turque. Cette relative bienveillance à l'endroit de l'État, caractérise aussi les premiers écrits de S. Zaim, un des principaux experts des questions économiques au sein de la mouvance islamiste. La religion du Prophète, peut-on lire dans une de ses brochures, soutient l'individu dans sa quête du bien-être matériel, mais veille à brider l'individualisme. Pas d'antagonisme, dans l'islam, entre l'individu à l'État. Une intervention modérée des instances étatiques dans la vie économique et sociale est justifiée chaque fois qu'il s'agit de défendre les intérêts de la communauté musulmane. C'est à l'État notamment qu'il revient de planifier le développement économique –sous réserve qu'il s'en tienne à une politique d'incitation-, d'aider au financement des entreprises à travers ses institutions de crédit et de prendre lui-même en charge les secteurs nécessitant des investissements lourds (infrastructures, industrie extractive). L'État a également son mot à dire en ce qui concerne la protection des marchés, la fixation des grilles salariales et la mise en œuvre de mesures de protection sociale.²⁰

De toute évidence, il s'agit pour les idéologues du mouvement *nurcu*, comme pour N. Erbakan, de concilier la tradition étatiste de la Turquie, qui fait encore partie, dans les années 1970, de ces dogmes intouchables hérités du kémalisme, avec le goût de la libre entreprise qui serait inscrit, à en croire nos auteurs, dans les gènes de l'islam. Ce qu'ils ont en vue, c'est une sorte de libéralisme tenu en bride, soumis aux obligations et aux interdits de l'islam. Mais cette rhétorique de la voie médiane, assez peu convaincante, ne va pas tarder à être dépassée.

2. Dans le sillage du libéralisme « özalien »: l'État contesté.

Au seuil des années 1980, à une époque où quelques intellectuels *nurcu* s'emploient encore à élaborer un modèle économique tenant compte de la présence étatique, la Turquie, sous la conduite de Turgut Özal, a déjà pris le virage de l'économie de marché. Bientôt, le monde des affaires, progressivement colonisé par une couche d'entrepreneurs ancrés dans le terreau de l'islam et du « pays profond », ceux que l'on nommera les « tigres d'Anatolie », ne jurera plus que par l'initiative individuelle et la libre concurrence. Foncièrement méfiants à l'endroit d'un État marqué au sceau du kémalisme, les élites islamistes vont s'empresse de prendre acte de cette nouvelle conjoncture.

¹⁸ S. Mürsel, *op. cit.*, p. 586.

¹⁹ S. Mürsel, *op. cit.*, pp. 245-252.

²⁰ S. Zaim, *op. cit.*, pp. 25-37.

Parlant, dès sa fondation en 1990, au nom de plusieurs centaines d'entreprises, qui deviendront plus tard plusieurs milliers,²¹ l'association des industriels et hommes d'affaires indépendants (MÜSİAD) apparaît d'emblée à la pointe du combat. Son principal organe, la revue trimestrielle *Çerçeve*, s'est lancé très vite dans la promotion du capitalisme libéral, ne perdant aucune occasion de dénoncer l'intrusion de l'État dans le domaine des activités économiques. Parallèlement, toute une gamme de brochures va voir le jour, dont, en 1994, un petit livre intitulé *Homo Islamicus*, véritable manifeste du libéralisme islamique, donnant en exemple le Prophète lui-même, présenté comme un commerçant soucieux de la bonne marche de ses affaires.²² Dans le même temps, les dirigeants de l'association multiplient les prises de position publiques, utilisant notamment la presse islamique pour se faire entendre. C'est ainsi, par exemple, que l'on voit le mensuel *Altınoluk* donner la parole, en février 1994, à Erol Yazar, un des fondateurs de l'organisation et son président jusqu'en 1999. Par la suite, la même revue va fréquemment récidiver, sollicitant la MÜSİAD pour chacun de ses numéros à contenu économique. Mais dès cette première intervention, le ton est donné. Même si l'État n'y est pas directement contesté, il est accusé d'avoir conduit la Turquie à la ruine en pratiquant une politique de surendettement; les représentants de l'autorité publique y sont taxés d'incompétence, de fainéantise et de corruption; enfin, l'État y est présenté comme une entité dépensière et incapable de gérer son budget, en total décalage par rapport aux réalités économiques.²³ La solution: réformer l'État et soumettre l'économie aux principes du libéralisme islamique. Bientôt, la MÜSİAD enfourchera aussi un autre cheval de bataille: celui de la privatisation à marche forcée.²⁴

Ces leitmotifs sont constamment repris, aussi bien dans la presse perméable aux arguments de la MÜSİAD que dans les organes propres de l'association patronale. La revue *Çerçeve* multiplie les offensives. L'universitaire Ahmet Davutoğlu, futur conseiller du gouvernement islamiste sorti des urnes en 2002, y signera un article particulièrement virulent prenant pour cible les élites bureaucratiques, considérées comme les principales responsables des déséquilibres économiques et sociaux du moment. Guidées par les valeurs occidentales, ces élites se sont éloignées de l'éthique musulmane, y lit-on en substance, et par leur manque de sens moral ont durablement hypothéqué les perspectives de développement de la Turquie. Seul

²¹ M. Hakan Yavuz, *op. cit.*, p. 93, attribue 2.897 membres à la MÜSİAD en 1997.

²² Huner Sencan, *İş Hayatında İslam İnsanı. Homo Islamicus* (Homo Islamicus. Le musulman dans la vie des affaires), İstanbul: MÜSİAD, 1994.

²³ « MÜSİAD Genel Başkanı Erol Yazar ile MÜSİAD ve Türkiye'nin Meseleleri Üzerine... Türkiye Faiz Batağında » (Entretien avec le président de la MÜSİAD Erol Yazar sur la MÜSİAD et les problèmes de la Turquie. La Turquie est embourbé dans le marécage du surendettement), *Altınoluk*, n° 96, février 1994.

²⁴ Cf. « MÜSİAD Genel Başkanı Ali Bayramoğlu ile. Ekonomi Kasisli Yolda Giden Minibus Gibi » (Entretien avec le président de la MÜSİAD Ali Bayramoğlu. L'économie est comme un minibus roulant sur une route défoncée), *Altınoluk*, juillet 1999.

une nouvelle éthique, fondée sur les principes de l'islam, peut fournir à l'économie turque l'aliment spirituel dont elle a besoin pour s'épanouir.²⁵

Fréquemment réitérées, ces attaques contre les serviteurs de l'État –et, par ricochet, contre l'État lui-même– vont gagner en intensité à chaque crise économique. 1994, 1998, 2000, 2001. Chaque fois, le scénario est le même: endettement insoutenable de l'État, désordres cambiaux, accélération de la spirale de l'inflation, spéculation financière, chute de la production...²⁶ Chaque fois, aussi, les coupables sont tout désignés: le pouvoir politique, la bureaucratie et tous ceux qui, pendant des décennies, ont bénéficié des largesses de l'État en gaspillant allégrement les ressources et les moyens mis à leur disposition. Ainsi, c'est en termes très sévères qu'Ali Bayramoğlu, porté à la présidence de la MÜSİAD en 1999, va commenter la tourmente que la Turquie vient d'essuyer: « *Des gens qui n'ont aucune base et sont très insuffisamment formés s'occupent d'économie sans rien y connaître. Le secteur économique souffre très sérieusement de cet état de choses. Nous vivons actuellement une crise grave parce que les investissements et les initiatives dépendent de personnes incompetentes.* »²⁷ Les porte-parole de la MÜSİAD et la plupart des organes de l'islam politique, assimilent volontiers ces bureaucrates dépourvus des aptitudes adéquates ainsi que les divers bénéficiaires du système, en particulier la vieille bourgeoisie d'affaires d'Istanbul, à des « rentiers » s'appropriant sans vergogne –et en toute impunité– les richesses de la nation, préférant les jeux boursiers à l'investissement dans des activités productives, multipliant les manipulations financières. « Une économie faite de tours de passe-passe », ira même jusqu'à trancher, dans *Altınoluk*, le président de la MÜSİAD pour qualifier la crise de 1994-1996 et dénoncer un système économique fondé sur la « rente » d'un montant vertigineux servie par l'État à ses créanciers.²⁸

Il est frappant de constater que ni l'accession de N. Erbakan, en 1996, au poste de premier ministre, ni l'arrivée au pouvoir, à la faveur des élections de novembre 2002, du parti de la Justice et du Développement (AKP), une des deux formations défendant désormais les couleurs de l'islamisme, n'ont véritablement changé la

²⁵ Ahmet Davutoğlu, « New Challenges and Political Aspects of Economic Cooperation in the Muslim World », *Çerçeve*, n° 21, novembre 1997, pp. 45-66.

²⁶ Sur ces crises, cf. Atilla Sönmez, « Türkiye'de 1950 Sonrası Sanayileşme Politikası Üzerine Gözlemler » (Observations sur la politique d'industrialisation dans la Turquie d'après 1950), *Bilanço 1923-1998* (Bilan 1923-1998), İstanbul: Tarih Vakfı Yay., 1999, pp. 59-71. Lors de la crise de 1994, le gouvernement lancera des emprunts à des taux atteignant les 400%.

²⁷ « MÜSİAD Genel Başkanı Ali Bayramoğlu ile... », *op. cit.*

²⁸ « MÜSİAD Genel Başkanı Erol Yazar ile Türkiye Ekonomisi Üzerine. Üç Kağıt Ekonomisi » (Entretien sur l'économie turque avec Erol Yazar, président de la MÜSİAD. Une économie faite de tours de passe-passe), *Altınoluk*, mars 1996. Le même numéro d'*Altınoluk* propose plusieurs autres articles sur le même thème. Cf. en particulier Halil İ. Kurucan et Ömer F. Alan, « İşte Ürkütücü Tablo » (Voici le tableau effrayant).

donne. « La MÜSİAD donne au gouvernement la note 'passable' », titrera en décembre 2003, après douze mois de régime AKP, le quotidien islamiste *Yeni Asya*, organe du mouvement *nurcu*. Et d'expliquer cette évaluation critique: selon l'organisation patronale, le gouvernement n'aurait réussi ni à réduire la dette intérieure, ni à stimuler la consommation, ni à mettre en place une politique efficace de privatisation.²⁹

Pourtant, l'équipe gouvernementale conduite par Recep Tayyip Erdoğan venait de révéler à l'opinion, dans les mêmes jours, un ambitieux programme de réforme du secteur public. Les lecteurs de la revue *Çerçeve* pourront constater, au printemps 2004, que ce projet était loin de faire l'unanimité au sein de la MÜSİAD. Globalement, l'organisation patronale islamiste ne pouvait être que favorable à une initiative affichant, avec clarté, une volonté de réduire les dimensions de l'État, d'accorder une plus grande marge de manœuvre aux autorités locales et d'accroître l'efficacité des services publics.³⁰ Toutefois, plusieurs des analystes mobilisés par le périodique pour commenter la réforme en cours ne devaient pas manquer de souligner qu'il serait difficile de passer outre aux résistances de la bureaucratie, une bureaucratie qualifiée par le président Ali Bayramoğlu, pour ne pas changer, de conformiste, paperassière, carriériste, inefficace, incapable d'initiatives.³¹ À l'occasion de ce débat, l'organe de la MÜSİAD enfoncera le clou: l'État ne doit plus se draper dans une attitude d'entité providentielle, il lui faut désormais jouer un rôle de « facilitateur » et de « régulateur » des initiatives individuelles; les graves crises financières que le pays a connu sont révélatrices des failles du secteur public et de son incapacité à gérer efficacement l'économie; il importe, en conséquence, de libéraliser le marché, d'accélérer la dérégulation de la vie économique et d'y limiter les interventions de l'État.³²

Reste à souligner, comme le fait du reste un des collaborateurs de la revue,³³ qu'il ne s'agit pas, pour le patronat islamiste, de proclamer l'inutilité de l'État mais de lui assigner des champs de compétence à ne pas transgresser. Bien entendu, cette approche pragmatique des choses, qui présente l'avantage de tenir compte de

²⁹ « MÜSİAD'tan Hükümete Geçer Not », *Yeni Asya*, 3 décembre 2003. Cet article résume les conclusions d'un rapport de la MÜSİAD: *Hükümetin Performansı. Kasım 2002-Aralık 2003* (La performance du gouvernement. Novembre 2002-décembre 2003), *MÜSİAD Araştırma Raporları*, n°44, 46 p.

³⁰ « Düünden Bugüne Kamuda Reform Girişimleri » (Tentatives de réforme des pouvoirs publics d'hier à aujourd'hui), *Çerçeve*, n° 31, mars 2004, pp. 12-14.

³¹ « Buyurgan Bürokrasi » (Une bureaucratie autoritaire), *Çerçeve*, n° 31, mars 2004, p. 5; cf. aussi « Kamuda Reform İçin Hükümet Kararlı, Statüko Direniyor » (En matière de réforme, le gouvernement est décidé, mais les partisans du statu quo résistent), *Çerçeve*, n° 31, mars 2004, pp. 15-19; Hüseyin Kahraman, « Bürokrasinin Değişime Direnç Planı » (La plan de résistance de la bureaucratie au changement), *Çerçeve*, n° 31, mars 2004, pp. 20-21.

³² Selçuk Arı, « Devletin Yeni Rolü » (La nouveau rôle de l'État), *Çerçeve*, n° 31, mars 2004, pp. 52-55.

³³ Selçuk Arı, *op. cit.*, p. 55.

l'héritage étatiste de la Turquie, n'est pas l'apanage de la seule MÜSİAD. Liée au mouvement de Fethullah Gülen, l'association patronale İŞHAD va jusqu'à témoigner, elle, d'une évidente bienveillance à l'endroit du fait étatique, tout en se présentant comme un des fers de lance de la libre entreprise. Ses publications sont cependant assez discrètes à ce propos et veillent à ne pas aborder un sujet jugé sans doute trop brûlant. Les affaires, rien que les affaires, semble répéter chacune des livraisons de l'*Ekonomi Bülteni* (Bulletin de l'économie), sans négliger pour autant de pointer le doigt vers les carences de la politique économique mise en œuvre par les représentants de l'autorité souveraine. Les deux formations qui se partagent, depuis 2001, les dépouilles de l'ancien parti d'Erbakan, campent sur des positions comparables. C'est ainsi que le parti du Bonheur (*Saadet Partisi*) dirigé par Recai Kutan promet, dans son programme, d'instaurer un « État social » ayant pour mission première d'assurer le bien-être du peuple et de répondre à « tous les désirs et besoins de celui-ci ».³⁴ Mais dans le même temps sont dénoncés tous les méfaits d'une « économie de rente » fonctionnant au seul profit de la bureaucratie, de la classe politique et d'un petit groupe de « rentiers ». Un seul remède: transférer au « secteur réel » les moyens jusque-là mis à la disposition des « rentiers », supprimer toutes les barrières faisant obstacle au développement de la libre entreprise, réserver les investissements de l'État aux activités économiques peu attractives pour le secteur privé (infrastructures, santé, éducation) ainsi qu'aux industries relevant de la défense nationale.³⁵ Du côté de l'AKP, la rhétorique est moins agressive, mais le fond ne diffère guère. Publications du parti et déclarations gouvernementales misent à fond sur une libéralisation sans frein de la vie économique. Les engagements sont nombreux et forts: privatisation des entreprises publiques, réduction de la bureaucratie, diminution de la dette, mesures en faveur du développement du « secteur réel ». Mais ce train de promesses n'implique pas une mise à l'encan de l'État. Celui-ci se voit attribuer, en matière d'économie, un rôle de chef d'orchestre, agissant au moyen de la planification incitative, intervenant pour réguler le marché, encadrant l'aménagement du territoire, usant des investissements publics pour peser sur les orientations économiques du pays.³⁶

En somme, ce n'est pas tant l'État, entité abstraite, qui est mis en cause que ses modes concrets de fonctionnement. C'est à la bureaucratie, aux bénéficiaires des largesses publiques, aux « rentiers » que s'en prennent politiques et patronat, et nullement au concept d'État, même si les doctrinaires –et les différentes

³⁴ *Saadet Partisi Genel Merkezi. Parti Programı* (Présidence du Parti du Bonheur. Programme du Parti), publication électronique, p. 7.

³⁵ *Saadet Partisi Genel Merkezi. Parti Programı* (Présidence du Parti du Bonheur. Programme du Parti), publication électronique, p. 20.

³⁶ *Başbakan Recep Tayyip Erdoğan Tarafından TBMM'ne Sunulan 59'uncu Hükümet Programı. 18 Mart 2003* (Programme du 59^{ème} gouvernement présenté à la Grande Assemblée Nationale de Turquie par le Premier Ministre Recep Tayyip Erdoğan. 18 mars 2003), publication électronique, <http://www.akp.org.tr> Voir aussi le programme de l'AKP.

sensibilités islamistes turques n'en manque pas- soulignent avec insistance que toute autorité est soumise, en dernière instance, à la volonté divine et qu'aucune souveraineté ne peut se substituer à la souveraineté de Dieu.³⁷ Pareillement, s'agissant d'économie, ce n'est pas l'intrusion de l'État dans le monde des affaires qui pose réellement problème, mais le poids excessif des entreprises publiques et la mobilisation des ressources nationales au profit d'un secteur mal armé pour répondre avec efficacité aux défis du capitalisme moderne et de la mondialisation. Il est du ressort de l'État de définir les objectifs économiques de la nation et de dégager les moyens nécessaires pour les atteindre. Mais, martèlent avec insistance les « Tigres d'Anatolie » et leurs porte-parole, l'État n'a pas vocation à se substituer aux entrepreneurs, les établissements publics doivent être privatisés.

Privatiser, tel est bien le maître mot. Transférer au « secteur réel », aux vrais professionnels de la production, de la finance et du commerce. Dans les années 1970, les pionniers de la contestation islamiste, Erbakan en tête, n'y songent pas encore ou n'osent pas articuler un tel projet, qui viendrait priver l'étatisme ambiant de toute sa substance. Reprenant à leur compte une revendication datant des tout premiers temps de la nouvelle Turquie,³⁸ ils se contentent de demander à l'État de soutenir, notamment dans le domaine industriel, le développement de l'entreprise privée au moyen des mesures adéquates.³⁹ Entamée en 1986 et relancée en 1993 par le gouvernement de Tansu Çiller, la politique de privatisation à marche forcée⁴⁰ vers laquelle la Turquie s'est finalement tournée, sous l'impulsion du libéralisme özalien, pour tenter de résoudre ses difficultés économiques devait conduire la mouvance islamiste à s'engager avec une ferveur inégalée dans la défense de cette cause. Dès 1993, on voit la MÜSİAD, nouvellement créée, consacrer deux copieux rapports à la question des privatisations, soutenant sans réserve le processus en cours tout en stigmatisant l'État pour avoir laissé dépérir ses entreprises et en soulignant les problèmes posés par les établissements mis en vente (surabondance de personnel, manque de

³⁷ Cf. à ce propos Safâ Mürsel, *op. cit.*, pp. 245 et sv. Voir aussi, par exemple, le numéro spécial de la revue nouriste *Köprü* consacré à la notion d'État (n° 58, printemps 1997).

³⁸ Il convient de rappeler ici que c'est durant la Première Guerre mondiale que le gouvernement turc s'est, pour la première fois, sérieusement préoccupé de créer une « économie nationale » prenant appui sur une bourgeoisie turque-musulmane soutenue par l'État. Cf. à ce propos les travaux de Zafer Toprak: *Türkiye'de 'Millî İktisat'. 1908-1918* (L'économie nationale en Turquie. 1908-1918), Ankara: Yurt Yay., 1982, 464 p.; *İttihad-Terakki ve Cihan Harbi. Savaş Ekonomisi ve Türkiye'de Devletçilik. 1914-1918* (Le Comité Union et Progrès et la Grande Guerre. L'économie de Guerre et l'Étatisme en Turquie. 1914-1918), İstanbul: Homer Kit., 2003, 502 p.

³⁹ Telle est notamment la position de N. Erbakan. Cf. *Millî Görüş*, *op. cit.*, pp. 193 et sv., pages consacrées à l'industrialisation.

⁴⁰ Cf. les articles consacrés à la privatisation des années 1980-1990 dans *Cumhuriyet Dönemi Türkiye Ansiklopedisi* (Encyclopédie de la Turquie à l'époque républicaine), vol. 13, İstanbul: İletişim Yay., 1996, pp. 697-707.

compétitivité, retard technologique, inadaptation à la demande du marché, etc.).⁴¹ Les magazines islamistes ne sont pas en reste. C'est ainsi, en particulier, que l'*Altınoluk*, toujours prompt à réagir aux avatars de la vie économique, va réserver des commentaires acrimonieux à la politique de Tansu Çiller, alors même que celle-ci vient d'être mise en chantier et n'a pas encore fait ses preuves. Ce n'est évidemment pas aux privatisations que s'en prend le périodique, mais au fait que celles-ci tardent à se concrétiser ! En outre, il regrette que les entreprises promises à la privatisation soient d'un prix trop élevé, accessible aux seuls investisseurs étrangers.⁴²

Pourquoi privatiser ? La question est évidemment posée, et la réponse toute trouvée. L'État, expliquent les analystes dont la presse islamiste est abondamment pourvue, est incapable d'administrer de manière rentable un établissement économique. Comme les biens de l'État appartiennent à la collectivité, personne ne se sent véritablement responsable de leur gestion, en dehors des règles fixées par le cadre juridique. Les politiciens et leur clientèle étant les seuls à tirer profit des entreprises publiques, il appartient aux citoyens de se mobiliser pour réclamer la privatisation de celles-ci, de manière à les mettre à l'abri de la gabegie.⁴³ Ceux qui appellent ainsi au démantèlement du secteur public n'en mesurent pas moins les risques. Ils s'inquiètent à l'avance des licenciements collectifs, de la substitution de monopoles privés aux monopoles d'État, de l'irruption sur le marché turc de grands investisseurs occidentaux capables de dicter leur loi... Mais ces risques sont assumés, au nom d'une logique considérant l'entreprise privée comme la seule forme d'organisation économique capable de fonctionner avec efficacité, du moins dans le contexte d'une société marquée au sceau de l'islam.⁴⁴

Ce culte de la privatisation ne recule devant aucun excès. Ainsi, on peut lire dans un des rapports de la MÜSİAD que ce ne sont pas seulement les entreprises d'État qui doivent être privatisées, mais aussi... le secteur privé lui-même. Cette remarque de l'organisation islamiste s'applique aux grands groupes liés aux partis politiques traditionnels. Si ces mastodontes du marché turc ont grandi au point d'occuper une grande partie de l'espace économique, c'est parce qu'ils ont bénéficié depuis près d'un siècle, explique l'auteur du document, de moyens considérables mis à leur disposition par l'État. Ils doivent leur prospérité actuelle à des privilèges et passe-droits qui ont été déniés aux autres entreprises. Les pouvoirs publics leur ont donné accès à des services et à des produits dont ils ont été les seuls à profiter. Cette dénonciation d'un système jugé scandaleux débouche sur un verdict sans appel : « le capital soutenu par l'État doit être en quelque sorte

⁴¹ *Özelleştirme Paneli* (Table ronde consacrée à la privatisation), Istanbul: MÜSİAD, août 1993; *KİT'lenme ve Özelleştirme* (Création d'entreprises publiques et privatisation), İstanbul: MÜSİAD, octobre 1993.

⁴² « Ayın Notları », *Altınoluk*, novembre 1993.

⁴³ « Ayın Notları », *Altınoluk*, novembre 1994.

⁴⁴ « Ayın Notları », *loc. cit.*

privatisé et poursuivre à l'avenir ses activités en s'appuyant sur ses ressources propres ».⁴⁵

Dans la ligne de mire du patronat islamiste: la mince couche d'entrepreneurs laïques qui a participé aux côtés de l'État kémaliste, et la main dans la main avec celui-ci, à l'édification de l'économie turque moderne. Même lorsque les noms des conglomérats visés sont passés sous silence, personne n'a de doute quant à leur identité: Koç, Sabancı, Eczacıbaşı et bien d'autres, rassemblés au sein de l'« Association des hommes d'affaires et industriels turcs » (*Türk Sanayicileri ve İşadamları Derneği*, sigle: TÜSİAD), temple de l'*establishment* libéral et pro-occidental. Aux yeux de la MÜSİAD et de bon nombre d'experts islamistes, cette grande bourgeoisie industrielle et financière, majoritairement enracinée à Istanbul, ville de tradition impériale promue au rang de mégapole, est tout aussi responsable que l'État de la débandade de l'économie turque. Puissante, polymorphe, omniprésente, elle représente, par excellence, la force obscure à démanteler, la rivale à abattre. À la fin des années 1960, Erbakan, empruntant au lexique de la gauche d'alors, accusait déjà les membres de la TÜSİAD de constituer une bourgeoisie « compradore maçonnique ».⁴⁶ Trente ans après, l'animosité des islamistes à l'endroit de ces milieux considérés comme inexorablement corrompus n'a pas pris une ride. Sans être homériques, les méchancetés que les organes religieux leur réservent ne manquent pas de corps. Pour nombre de périodiques islamistes, les patrons des holdings bénéficiaires de la manne étatique ne sont pas seulement des « rentiers » passés maîtres dans l'art de spéculer sur les emprunts d'État et capables de bâtir des fortunes colossales à coups d'opérations boursières. Ce sont aussi des auxiliaires de l'impérialisme occidental, agissant pour le compte de la finance internationale, lorsque ce n'est pas, à en croire le *Millî Gazete* –un quotidien qui n'a jamais fait dans la nuance-, pour celui des francs-maçons et des sionistes.⁴⁷

Un des révélateurs de cet antagonisme, si vigoureusement énoncé, entre le capital islamique et le grand patronat en place, est l'insistance avec laquelle les islamistes ont toujours réclamé une décentralisation de l'économie, plaidant avec ténacité en faveur du transfert vers les régions et les « bassins de production » locaux d'une partie des activités économiques. Telle est déjà, au seuil des années 1970, une des principales revendications d'Erbakan, exprimée avec force dans son *Millî Görüş*. La Turquie, y lisons-nous, a besoin d'une politique privilégiant le développement régional et local, de manière à gommer les disparités entre les différentes zones géographiques du pays.⁴⁸ Les diverses formations qui vont porter, au fil des

⁴⁵ *Hükümetin Performansı*, op. cit., p. 31.

⁴⁶ J.-P. Touzanne, *L'islamisme turc*, op. cit., p. 31.

⁴⁷ J.-P. Touzanne, op. cit., p. 206, qui cite le *Millî Gazete* des 17-18 janvier et 17 février 1998. Organe du mouvement *Millî Görüş*, ce journal exprimait en 1998 les points de vue du Parti de la Vertu (*Fazilet Partisi*) qui, sous la présidence de Recai Kutan, avait succédé au parti de la Prospérité (*Refah Partisi*) d'Erbakan.

⁴⁸ N. Erbakan, *Millî Görüş*, op. cit., pp. 119 et sv.

décennies, les couleurs de l'islamisme ne manqueront pas d'inscrire cette revendication au cœur de leur programme économique. En 2002, c'est encore le thème de la décentralisation du marché et de la production qui domine le discours des deux partis en lice, celui de Recai Kutan, héritier direct d'Erbakan, et celui de Recep Tayyip Erdoğan, le fils prodigue qui s'est laissé séduire par les sirènes de l'occidentalisation et de la mondialisation.⁴⁹ Formée pour l'essentiel de petits patrons d'origine provinciale dont la réussite doit beaucoup à la force de leurs liens avec le pays profond, la MÜSİAD est naturellement à la pointe de cette offensive en faveur de la régionalisation de l'économie. Répartis à travers l'ensemble du territoire national, avec une prédilection pour l'Anatolie centrale (Ankara, Konya, Kayseri) et égéenne (İzmir, Bursa, Balıkesir),⁵⁰ ses membres ne peuvent être que demandeurs d'une politique qui donnerait la priorité aux dynamiques locales. L'enjeu est patent: créer un environnement propice aux petites entreprises familiales de la province turque, légitimement désireuses de s'enrichir et de se développer. Parallèlement, il s'agit aussi de contrebalancer le pouvoir des « rentiers », enfermés dans leurs citadelles d'Istanbul, et de doter la Turquie d'une classe économique alternative, porteuse des valeurs de l'islam et seule capable d'œuvrer à un développement équilibré tenant compte de l'homme et de ses besoins.

C'est dans cette double perspective, entre autres, qu'il convient de situer le débat sur l'État. De fait, demander à l'État de se plier à une cure d'amincissement, comme le fait avec insistance la MÜSİAD depuis sa création, n'implique pas seulement qu'une bonne partie des entreprises publiques soient démantelées. Le dossier comporte aussi un volet proprement politique et institutionnel: décentralisation administrative, transfert vers les régions d'une partie des compétences de l'État, accroissement des pouvoirs donnés aux instances locales. Dans une de ses livraisons, la revue *Çerçeve* va jusqu'à envisager une régionalisation de la fiscalité, voire une privatisation de la collecte des impôts, dans l'objectif de dégager les ressources utiles au financement du développement régional.⁵¹ Donner aux régions et aux municipalités la possibilité de s'administrer sans avoir à subir les pesanteurs bureaucratiques des pouvoirs centraux, leur assigner des ressources et les moyens de les utiliser sur place, revient de toute évidence à faciliter le décollage des bourgeoisies locales et à leur laisser la possibilité d'organiser leur propre destin. Pour les milieux concernés, cette décentralisation administrative tant espérée constitue aussi un moyen de contrer leurs rivaux économiques, les grands patrons.

⁴⁹ Les programmes des deux partis, ainsi que les déclarations de la majorité gouvernementale, sont à cet égard très explicites.

⁵⁰ Faik Bulut, *op. cit.*, p. 307.

⁵¹ Muharrem Kösecik, « İdari, Siyasi ve Mali Yönlerden Merkez-Yerel Yönetim İlişkileri » (Les relations entre l'administration centrale et les pouvoirs locaux du point de vue administratif, politique et financier), *Çerçeve*, n° 31, mars 2004, pp. 33-40.

Toutefois, il serait malvenu de réduire la critique islamiste de l'État, telle qu'elle a pris corps dans la Turquie de ces trois dernières décennies, à un simple conflit d'intérêts entre deux capitalismes aux stratégies divergentes. Si les patrons islamistes, en individus pragmatiques, ne répugneraient pas à faire tomber quelques têtes pour faciliter leur propre ascension économique, c'est bien l'État, en dernière analyse, qu'il s'agit de mettre en discussion. Émanation de la volonté divine, l'État, en tant qu'autorité chargée de veiller au bon fonctionnement d'une collectivité organisée, est évidemment hors de cause. Comme on peut le lire dans une des publications de la MÜSIAD,⁵² mais comme le souligne aussi volontiers la revue philosophique *Köprü*,⁵³ il est difficile, en Turquie, de contester la notion d'État, tant l'omniprésence étatique y est gravée dans la tradition nationale. En revanche, les islamistes n'hésitent pas à monter à l'assaut des valeurs, des institutions et des pratiques administratives dont le régime kémaliste a doté le pays. L'État qu'ils prétendent vouloir démanteler est celui de l'arbitraire, de l'autoritarisme, de l'atteinte aux libertés fondamentales de l'homme et du citoyen. « Qu'on l'appelle comme on voudra, » peut-on lire dans *Altınoluk*, « cela ne change rien au fait qu'il s'agit d'une dictature fasciste ».⁵⁴ En face, il y a l'État de droit moderne, la démocratie authentique, la liberté d'expression et de pensée, la vraie laïcité, la participation citoyenne aux affaires de la cité et de la nation.⁵⁵ C'est dire, en somme, que le combat mené en faveur de la libre entreprise et de la privatisation n'est qu'un des aspects d'un projet autrement ambitieux qui vise, lui, à un véritable renversement de l'ordre établi au profit d'un modèle que ses zéloteurs présentent volontiers comme libéral.

3. Vers un retour au culte de l'État musclé ?

Toutefois, ce n'est pas parce qu'ils se rangent da manière si naturelle –et probablement sincère– sous le drapeau de la démocratie, de la liberté et de la « laïcité » (telle qu'ils l'entendent) que les islamistes turcs peuvent espérer venir facilement à bout de l'État kémaliste. Dans une étude publiée dans *Köprü*,⁵⁶ à une époque où le parti d'Erbakan venait une nouvelle fois d'accéder au gouvernement, on voit Etyen Mahçupyan, un intellectuel d'origine arménienne connu pour son ouverture d'esprit et son aptitude à dialoguer avec les élites musulmanes, souligner avec pertinence que le secteur islamiste lui-même, qu'il s'agisse des instances politiques, des confréries, des communautés ou des groupes de pensée,

⁵² *Hükümetin Performansı*, op. cit., p. 31.

⁵³ Voir par exemple Metin Karabaşoğlu, « Devletçilik: Bir Zihniyetin Anatomisi » (L'Étatisme: anatomie d'une mentalité), *Köprü*, n° 58, printemps 1997, pp. 3-20.

⁵⁴ « İlke Sorgulaması » (Mettre en question les concepts), *Altınoluk*, mai 1995.

⁵⁵ *Ibid.*

⁵⁶ « Türkiye'de Otoriter Zihniyet ve İslâmi Algılama » (La mentalité autoritaire en Turquie et l'approche islamique), *Köprü*, n° 58, printemps 1997, pp. 26-36.

n'a jamais manqué de témoigner d'un certain autoritarisme, assorti de manifestations de déférence à l'endroit du pouvoir étatique. Fidélité à l'héritage historique et réponse à l'attente de la société, explique-t-il, ajoutant que les partisans de la ligne islamique sont tout compte fait favorables, en Turquie, à un État fort non pas en raison de considérations d'ordre tactique, mais parce qu'ils participent d'une « mentalité » qui ne peut concevoir les relations entre l'État et la société autrement que fondées sur la discipline et la subordination de l'une à l'autre. Quoiqu'on puisse penser de cette analyse, qui fait la part belle à un concept psycho-sociologique aussi insaisissable que celui de mentalité, force est de reconnaître que le discours islamiste, aussi agressif qu'il soit à l'endroit du fait étatique, ne parvient guère à concevoir une Turquie affranchie de la tutelle d'un État ayant l'œil à tout. Même la MÜSİAD, dont les pressions en faveur d'un amaigrissement du pouvoir central se sont faites de plus en plus insistantes depuis la victoire électorale de l'AKP, veille, dans ses spéculations sur l'avenir du pays, à placer l'État, certes remodelé, au cœur du dispositif chargé de bâtir la Turquie de demain.

À des degrés divers, toutes les composantes de l'éventail islamiste, pourtant divisées sur d'autres points, se rejoignent dans cette déférence à l'endroit de l'État. Parfois avec des réserves, comme la MÜSİAD. D'autres fois avec des arrière-pensées, comme les formations chargées de défendre les couleurs de l'islam dans l'arène politique. Au prix de longues et confuses considérations philosophiques, comme les *Nurcu* de la tendance *Yeni Asya*. Sans oublier de critiquer violemment les pratiques du régime en place, comme les collaborateurs du mensuel *Altınoluk*. En observant une prudente obligation de réserve, comme les membres de l'association patronale İŞHAD. Singulièrement, c'est le mouvement qui affiche le profil le plus libéral, celui de Fethullah Gülen, qui semble le plus fermement attaché à la tradition turco-islamique d'un État fort. Est-ce, comme on l'a dit, parce que Gülen n'a jamais cessé d'entretenir, tout au long de sa trajectoire, des liens complexes avec les organes de l'État (en particulier les services secrets) et le pouvoir politique ?⁵⁷ Peut-être. Toujours est-il qu'il est les médias gülenistes se distinguent des autres organes islamistes par leur évidente réticence à formuler quelque jugement critique que ce soit à l'égard de la violence étatique. Ils frappent aussi par leur attachement aux valeurs nationales et à des notions consubstantielles – dans le contexte turc tout au moins – au concept d'État, comme celle de discipline, de légitimité et d'autorité. Il aurait été surprenant qu'il en aille différemment, s'agissant d'un mouvement dirigé par un homme qui n'avait pas hésité à déclarer à un journaliste turc, à propos du régime militaire instauré en Turquie en 1980: « Je suis toujours du côté de l'État et de l'armée. Sans l'État, il n'y a qu'anarchie et chaos. »⁵⁸

⁵⁷ M. Hakan Yavuz, *op. cit.*, pp. 198-202.

⁵⁸ Gülen, interviewé par Nuriye Akman, *Sabah*, 27 janvier 1995, cité par M. Hakan Yavuz, *op. cit.*, p. 199.

On retrouve également ce culte de l'État musclé, mais dans une tonalité différente, chez les propagandistes du *Hizb üt-Tahrir*, une organisation qui se signale, dans sa version turque, par le radicalisme de ses positions et la violence verbale avec laquelle elle les exprime. Il ne se passe pas de mois sans que le *Raşidi Halîfet*, le principal organe du mouvement en territoire turc, n'aille à l'assaut du capitalisme et des régimes politiques accusés de le soutenir. De manière tout aussi régulière, l'État turc a droit à sa volée de bois vert. Il lui est notamment reproché de faire le jeu des puissances de l'argent et de bafouer les droits fondamentaux de l'homme. Occasionnellement, il arrive qu'il soit taxé de collusion avec la mafia, d'inefficacité dans la lutte contre la déchéance morale, de manque de compétence dans la gestion des problèmes sociaux, etc..⁵⁹ N'empêche que ces critiques ont pour visée non pas le démantèlement du Pouvoir souverain mais, bien au contraire, la restauration de celui-ci dans toutes ses prérogatives et attributions. En particulier, nombre de textes font référence aux compétences économiques de l'État. C'est ainsi, par exemple, qu'un des contributeurs de la revue propose de distinguer trois types de biens –les biens individuels, ceux de l'État et les biens publics-, classification qui revient à reconnaître l'État comme un des acteurs fondamentaux de la vie économique, au même titre que les entrepreneurs privés, petits ou grands.⁶⁰ Même si l'organe du *Hizb üt-Tahrir* n'est pas parfaitement explicite à ce propos, il ne fait aucun doute qu'on est là en présence d'une sensibilité qui, contrairement au patronat islamiste et aux formations acquises à leurs thèses, n'aurait pas vu d'un mauvais œil le maintien du patrimoine étatique, tel qu'il s'est progressivement constitué en Turquie à partir de la fin des années 1920. Il suffit d'inventorier les invectives adressées par le *Raşidi Hilafet* aux capitalistes de tout poil ainsi qu'aux divers partis porteurs du message islamiste pour réaliser que le *Hizb üt-Tahrir*, en matière d'économie politique tout au moins, n'est décidément pas sur la même longueur d'onde que la plupart des autres composantes de l'islamisme turc. Cette remarque faite, il convient cependant de reconnaître que le point de vue d'une structure aussi marginale – dans le contexte turc- que les quelques militants rassemblés autour d'une feuille d'agit-prop comme le *Raşidi Hilafet* pèse fort peu dans la balance des opinions.

*

Reste à noter que le débat sur l'État, tel qu'il s'est développé dans les périodiques islamistes turcs depuis le milieu des années 1960, est relativement abstrait. Il constitue le volet le plus franchement idéologique de l'abondante littérature qui, dans presse militante, porte sur les questions économiques. D'autres thèmes touchent de beaucoup plus près à la vie concrète. Ainsi, par exemple, la question

⁵⁹ Ahmed Seyfulislam, « Devlet Niçin Vardır ? » (À quoi sert l'État ?), *Raşidi Hilafet*, n° 116, août 1999.

⁶⁰ « Ekonomik Kalkınma » (Le développement économique), *Raşidi Hilafet*, n° 95, janvier 1997.

du prêt à intérêt a fait l'objet d'innombrables dissertations et continue, aujourd'hui encore, de figurer régulièrement au sommaire des magazines qui, par dizaines, s'étalent à l'éventaire des librairies spécialisées. De même, réapparaît fréquemment, dans ces périodiques, la question de savoir si l'utilisation des cartes de crédit est licite du point de vue du droit et de la morale islamiques.

Des réponses proposées à de telles interrogations dépendent les choix effectués par tous ceux qui, dans leur vie quotidienne, entendent adopter une ligne de conduite conforme à leurs convictions. Autant dire que les points de vue que développent les médias islamiques en matière de comportement économique ont des effets concrets tout à fait palpables. Ils ont largement contribué, en particulier, au développement, en Turquie, de « holdings islamiques ». Drapées dans leur légitimité religieuse et n'hésitant pas à faire appel à l'argument islamique pour gagner des parts de marché, certaines de ces sociétés sont de véritables empires, dotés d'une puissance financière considérable. L'idéologie, en somme, ne sert pas seulement à alimenter le combat politique. Elle peut aussi servir à faire de l'argent. D'où, pour une bonne part, l'utilité qu'il peut y avoir à en mettre les arguments à la portée du plus grand nombre.